

Le patrimoine culturel des zones humides – un défi pour la gestion

Le très riche patrimoine culturel des zones humides n'aurait jamais existé et n'aurait pu survivre sans une gestion raisonnable pratiquée par la population qui vit dans les zones humides ou à proximité. Ces méthodes et pratiques font autant partie de notre patrimoine culturel que les structures physiques et les paysages créés par ces populations. C'est aussi grâce à elles que certaines des zones humides les plus belles du monde ont survécu jusqu'à aujourd'hui. L'importance de ce patrimoine est de plus en plus reconnue tandis que les communautés et les pays luttent pour maintenir des pratiques d'exploitation durable dans les zones humides face aux aspirations à un revenu économique élevé.

Certaines pratiques de gestion traditionnelles anciennes sont encore utilisées avec bonheur. En Australie, les communautés aborigènes gèrent traditionnellement, depuis des milliers d'années, le Parc national de Kakadu, site Ramsar et bien du patrimoine mondial qui joue encore un rôle culturel, spirituel et social vital pour ces communautés. À l'autre bout de la planète, les Mayas du site Ramsar Pantanos de Centla, à Tabasco, au Mexique, ont exploité de manière harmonieuse les ressources de cette grande zone humide à partir de l'an 600 av. J.-C. En Algérie, un système de gestion complexe, en coopération, qui régit les fouggaras – réseaux aquatiques souterrains artificiels – assure l'approvisionnement de certaines oasis depuis le 7^e siècle.

Le tribunal consensuel est une pratique de gestion traditionnelle intéressante qui permet de régler les différends. Au Moyen-Âge, les communautés qui pratiquaient l'irrigation à Valence, en Espagne, ont créé un système simple mais efficace de règlement des différends, basé sur des procédures orales rapides et un niveau élevé de consensus social. Les tribunaux de l'eau (*Tribunales de las Aguas*) fonctionnent depuis plus de 1000 ans et sont probablement

l'institution judiciaire la plus ancienne qui soit encore utilisée en Europe, avec un tribunal qui se réunit et rend la justice devant la cathédrale, une fois par semaine.



Pêcheurs dans les marais salés de Doñana, un site Ramsar en Espagne.

Il y a, certes, de nombreux exemples de pratiques de gestion quasiment inchangées, mais beaucoup de pratiques traditionnelles et coutumières sont menacées à mesure que les populations augmentent, que l'urbanisation s'étend et que les économies se développent – l'enjeu consiste aujourd'hui à adapter ces pratiques aux besoins actuels tout en continuant d'utiliser les connaissances traditionnelles et en préservant les traditions culturelles. Des stratégies de gestion novatrices qui commencent par un dialogue ouvert entre les acteurs locaux et le gouvernement central ont souvent été couronnées de succès et leur importance est soulignée dans les Lignes directrices relatives à la gestion adoptées par la Convention de Ramsar en 1999.

Dans le delta intérieur du Niger au Mali, les pasteurs, agriculteurs et pêcheurs ont mis au point un système de gestion qui a traversé les générations, permettant à chaque groupe d'exploiter de manière durable les ressources de la plaine d'inondation à différents moments de l'année. Depuis quelques décennies, cependant, les populations humaines augmentent et la sécheresse sévit tandis que le gouvernement a tendance à se centraliser. Tout cela fait changer les pratiques traditionnelles, engendrant pauvreté, conflits et détérioration de l'écosystème. La solution, pour les communautés locales, a consisté à modifier les pratiques de

« Il y a, certes, de nombreux exemples de méthodes de gestion encore relativement inchangées, mais beaucoup de pratiques traditionnelles sont menacées. »

gestion avec l'aide d'organisations internationales et en collaboration avec les représentants du gouvernement local et du gouvernement national. Ces changements pilotés par la communauté ont permis de maintenir les modes de vie traditionnels – et les traditions culturelles – dans la plaine d'inondation.

Les pêcheries locales ont souvent permis l'évolution de systèmes de gestion traditionnels fascinants utilisés par de nombreuses générations. Pour le peuple maori de Nouvelle-Zélande, les mers côtières et leurs lieux de pêche sont aussi importants que la terre et ils ont mis au point un ensemble de coutumes hautement organisé – *tikanga* – afin de gérer la récolte et le traitement de la pêche, y compris des règles spirituelles et des règles strictes de conservation des pêcheries selon une compréhension précise de l'écologie ichthyologique. Dans le monde d'aujourd'hui, ce serait difficile de maintenir de tels systèmes en raison des prétentions concurrentielles d'autres utilisateurs sur les ressources de la mer. Pour maintenir ces méthodes traditionnelles dans certaines zones côtières, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a donné aux Maoris le droit exclusif d'exploiter certaines régions qu'ils peuvent gérer de manière à retirer les fruits de la mer (poissons, coquillages et algues) à des fins non commerciales et à préserver leurs coutumes et leur mode de vie.

Dans l'estuaire Sine-Saloum, au Sénégal, les pratiques de pêche traditionnelles, entièrement gérées par la population locale, ont fourni une source de revenu et de protéines aux populations pendant des générations. Après l'indépendance du Sénégal, les pratiques traditionnelles ont été supplantées par des méthodes de gestion modernes et plus centralisées qui ont, en partie, contribué à la dégradation des écosystèmes aquatiques côtiers, allumant des conflits entre les pêcheurs artisanaux et les pêcheurs commerciaux, puis entraînant le déclin des modes de vie traditionnels. Les pêcheurs locaux, les entreprises de transformation du poisson et les grossistes, les autorités locales culturelles et religieuses ainsi que des chercheurs et des représentants du gouvernement se sont concertés pour produire un plan de gestion qui réconcilie les pratiques traditionnelles avec les règles



Un système complexe de gestion de l'eau en coopération entretient les *fouggaras*, réseau artificiel et souterrain d'adduction d'eau qui approvisionne les oasis, en Algérie, depuis le 7^e siècle.

de gestion « modernes » (et qui comprend une nouvelle législation), tout en laissant à la population locale le contrôle des lieux de pêche et la responsabilité pleine et entière de les gérer. Une des conséquences importantes de cette stratégie a été de donner aux femmes qui, traditionnellement, transformaient le poisson, une part égale dans le processus décisionnel. Les femmes jouent également un rôle important dans la gestion des pêcheries traditionnelles à Guayaquil, en Équateur, et dans certains groupes autochtones des côtes caraïbe et pacifique de la Colombie.

Dans bien des cas, il faut se rendre à la dure réalité: les pratiques traditionnelles ne peuvent plus subsister face aux changements irréversibles et incontrôlables des écosystèmes. C'est le cas dans le site Ramsar de Koshi Tappu, au Népal, où une récolte non contrôlée a décimé les ressources halieutiques, privant les pêcheurs traditionnels de leur subsistance et portant préjudice au caractère écologique de l'écosystème de la zone humide. Une aide du Fonds Ramsar de petites subventions a permis aux pêcheurs locaux d'apprendre les techniques de rempoissonnement et de pêche au casier – comme autres moyens de gagner leur vie. Dans ce cas, la solution de gestion ne maintient pas les compétences traditionnelles mais élabore de nouvelles compétences qui, avec le temps, deviendront les compétences traditionnelles et le patrimoine culturel de demain.

Bureau Ramsar

Rue Mauverney 28
CH-1196 Gland
Suisse
Tél.: +41 22 999 0170
Fax: +41 22 999 0169
E-mail: ramsar@ramsar.org
Site web: <http://ramsar.org>

